

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Gordon Brown, Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, sur l'action de l'Union européenne face à la crise économique internationale et sur le paquet énergie-climat, à Londres le 8 décembre 2008.

M. GORDON BROWN - Je voudrais dire que nous sommes très heureux d'être ici aujourd'hui avec vous, que je suis heureux d'accueillir le Président de la France, le Président SARKOZY, et mon ami le Président BARROSO, Président de la Commission. Nous nous sommes réunis aujourd'hui pour parler des évolutions de l'économie européenne et mondiale. Nous avons eu une réunion avec un certain nombre de dirigeants d'entreprise, un certain nombre d'économistes également qui ont apporté un éclairage sur la situation et l'évolution dans le monde. Nous avons eu également des groupes représentant les petites et moyennes entreprises, dans le secteur de la communication et autre. Nous voulons voir comment porter un remède à cette situation de crise financière mondiale et, à mesure que nous prenons des mesures pour palier les problèmes à court terme, voir comment, à long terme, on peut faire pour minimiser les effets de la récession. De même qu'il y a quelques années, les investissements avaient fourni une stimulation importante pour les économies dans cette nouvelle époque, nous pouvons investir dans les télécommunications, l'industrie numérique et dans d'autres technologies environnementales, dans des industries à faible émission en gaz carbonique et des industries à forte valeur ajoutée en technicité. C'est donc une façon de regarder vers l'avenir en même temps que nous traitons cette crise. Nous avons beaucoup investi dans les infrastructures au Royaume-Uni et nous continuerons à faire cela à l'avenir.

Je suis heureux de voir que la coopération est très bonne en Europe de sorte que la BERD et la Banque européenne contribuent à un développement des structures en Europe. Je crois que nous pouvons travailler main dans la main avec la nouvelle administration américaine pour encourager la réponse à la dette mondiale. C'est ce dont nous avons parlé aujourd'hui, à savoir une Europe numérique, environnementale et solidaire. Je crois que c'est une vision que nous pouvons présenter à mesure que nous essayons de résoudre la situation actuelle.

J'aimerais ajouter un point : nous sommes d'accord sur le fait que le protectionnisme doit être évité à tout prix au cours des prochains mois. Nous pensons que tout recours au protectionnisme retardera la reprise et serait une redite des erreurs du passé. Nous pensons que tous les pays du monde doivent aller dans ce sens et nous encourager dans ces efforts. Nous en sommes à la onzième heure et nous devons maintenant nous asseoir ensemble et travailler pour envoyer un

signal très fort à l'encontre du protectionnisme.

Je veux vous présenter le Président SARKOZY. Je suis heureux de l'accueillir à nouveau en Grande-Bretagne. Comme vous le savez, sa visite d'Etat a été un immense succès.

LE PRESIDENT - Je veux faire une brève remarque pour dire qu'une fois de plus, je me reconnais dans l'analyse que vient de présenter Gordon BROWN. La crise financière était grave, il fallait réagir de façon coordonnée et forte. C'est ce que nous avons fait. La crise économique est grave. Il faut réagir en Europe de façon forte, rapide et coordonnée. Nous partageons la même analyse de la situation et nous sommes bien conscients que la nécessité de coordonner l'effort pour soutenir l'activité en Europe est indispensable même si chaque pays en fonction de ses spécificités n'utilise pas forcément les mêmes outils. Et, d'ores et déjà, nous préparons le futur sommet du G20, extrêmement important, qui aura lieu au début du mois d'avril, ici, à Londres. Parce que nous avons devant les opinions publiques du monde pris l'engagement que les mêmes causes ne produiront pas les mêmes effets, que des changements structurels auront lieu et que nous ne nous laisserons pas reprendre par le petit train-train habituel. Nous savons que sur la détermination de l'Europe repose la crédibilité de ces changements qu'il faut apporter à la gouvernance mondiale, au raisonnement économique et à une crise économique d'une gravité sans beaucoup de précédent dans le passé.

Je voudrais redire à Gordon ma confiance, mon amitié et le plaisir que j'ai à travailler avec lui comme avec le Président BARROSO. Et, sans doute, il faudra qu'on fasse davantage en Europe, en termes de politique énergétique commune et d'investissement dans l'énergie, en termes d'économie numérique et d'investissement dans le futur et en termes de formation des hommes.

M. GORDON BROWN - Je suis fier également de travailler avec le Président BARROSO, qui a fait un travail extraordinaire au sein de la Commission. Il a mis sur pied un plan de reprise qui sera discuté plus tard cette semaine. M. BARROSO.

M. JOSE MANUEL BARROSO - C'est une joie d'être encore ici à Londres pour une réunion très importante où nous avons également rencontré des dirigeants d'entreprise. Je crois qu'il est important de dire qu'il y avait un bon consensus et un excellent niveau d'ambition. J'étais fier de voir qu'il y avait un soutien entier pour le plan présenté par la Commission. J'espère que, cette semaine, les dirigeants européens et le Conseil européen soutiendront ce plan, que nous allons présenter. C'est un plan de reprise ambitieux mais pragmatique, avec plus d'un milliard d'euros d'incitations. Nous avons besoin de mesures ciblées pour cette crise que l'on définit comme la première crise de la mondialisation. Nous avons besoin d'un effort avec le côté réel de l'économie pour que tous les moteurs de l'industrie, de l'économie se remettent à fonctionner. Ce n'est pas le moment de s'affairer dans les dogmes, c'est le moment d'être pragmatiques pour avoir un très haut niveau de coordination et, en même temps, de mettre en commun tous les instruments dont nous disposons : les règles du marché intérieur et autres pour optimiser les synergies positives et minimiser les effets pervers. Il faut un excellent niveau de coopération et une perspective européenne, non seulement pour nous autres en Europe mais pour nos partenaires également dans le monde. Le Président SARKOZY et le Premier ministre BROWN ont dit qu'ils ont montré l'exemple. Mais également le G20 a démarré et donné le signal de tous ces efforts au niveau mondial.

Gordon BROWN va présider le prochain G20 en avril à Londres et il est déterminé à conserver ce leadership pour l'Europe et le reste du monde. Je crois que si nous travaillons ensemble, je suis persuadé que nous pouvons faire de cette crise une chance à saisir pour faire accepter, à certains, un haut niveau de changement. Nous pouvons utiliser cette crise pour faire d'une pierre deux coups en quelque sorte, c'est-à-dire utiliser les stimulations à court terme pour fournir des réformes à moyen et long terme, pour améliorer la compétitivité en Europe, pour avoir des industries plus propres, pour investir dans le secteur de l'énergie, dans le secteur de l'infrastructure, à tous les niveaux européens et pour également encourager la croissance au niveau européen. Nous faisons également la négociation de Doha.

QUESTION - J'aimerais savoir quel est le niveau d'union de l'Europe ? Il y a l'Angleterre et la France d'un côté et l'Allemagne de l'autre. Avec tout le respect que je dois au Président

SARKOZY, est-ce qu'il n'y a pas un partage entre les incitations qui sont données du point de vue économique ?

M. GORDON BROWN - Laissez-moi répondre sur le manque d'unité. Je ne suis pas d'accord avec cela. Le Président SARKOZY et le Président BARROSO ont mené tout le monde vers une situation où tout le monde s'est rendu à l'évidence que les diminutions des taux bancaires étaient nécessaires. Il y aura une réunion au mois de janvier aux Etats-Unis et ensuite des dépenses qui seront faites sur les infrastructures numériques, sur les télécommunications, sur ce genre d'effort. LE PRESIDENT - D'abord, c'est sympathique le respect. J'y suis sensible mais je voudrais que vous vous rendiez compte de ce que l'on essaie de faire. L'Europe, c'est 27 pays. Nous avons une crise qui ne ressemble à aucune autre crise. Donc, non seulement, il faut harmoniser les positions de 27 pays mais, de surcroît, il faut imaginer de nouvelles réponses à une crise qui ne ressemble à aucune autre. Alors, c'est sûr qu'il y a un devoir de conviction.

Mais je voudrais dire un mot sur l'Allemagne. J'ai reçu en France Mme MERKEL il y a huit jours. On a beaucoup parlé. Je l'ai eue au téléphone hier. Je crois pouvoir dire que Gordon BROWN également et le Président BARROSO aussi. Nous faisons la même analyse de la situation avec Mme MERKEL. Je veux dire qu'il n'y a pas de désaccord avec elle. Elle nous l'a confirmé à chacun d'entre nous. Deuxièmement, dans la discussion que nous avons eue hier, Mme MERKEL considère que la relance est tellement nécessaire qu'elle-même l'a faite en Allemagne. Elle me faisait, d'ailleurs, remarquer que le plan de relance allemand était aussi important que le plan de relance français. Alors, ensuite, par exemple, Gordon BROWN a utilisé l'arme fiscale. Je pense que, pour son pays, c'était un choix dans lequel il croit et pourquoi pas ? Je ne l'ai pas utilisé. Cela ne veut pas dire qu'il y a un désaccord entre nous. Cela veut dire qu'il y a une boîte à outils que la Commission, que toute l'Europe met à disposition des différents Etats et on choisit dedans. Je ne partage pas l'analyse qui voudrait dire qu'à la veille de notre Conseil européen, il y a un désaccord sur la gravité de la crise et sur la nécessité d'une relance. Après, on peut aller dans l'avenir, il y a un certain nombre d'entre nous qui pensent que, sur certains points, il faudra faire plus pour la recherche et l'innovation. Mais ce n'est pas un désaccord. C'est une réflexion sur ce que va devoir faire l'année prochaine. Je pense que les points de vue se sont immensément rapprochés depuis quelques semaines.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Je veux confirmer un point qu'il ne faut pas oublier. Il ne peut pas avoir une approche à taille unique pour une Europe à 27. Il y a des pays qui seront au-delà de 4 % de croissance, il y a des pays en récession, nous avons des pays qui ont des programmes du FMI pour soutenir leur balance des paiements. Donc, ce serait erroné de penser que tous les pays peuvent avoir les mêmes réformes. En Allemagne, par exemple, j'ai entière confiance dans les efforts que fait l'Allemagne et que l'Allemagne fera au niveau européen. L'Allemagne est l'économie européenne la plus importante. Ce sera déraisonnable de penser à un plan sans la coopération active de l'Allemagne. Je suis d'accord avec cette analyse et je suis sûr que l'Allemagne fait des efforts très importants et, d'ailleurs, Angela MERKEL a dit au Bundestag, le Parlement allemand, que le plan allemand est déjà dans la ligne des plans de relance européens. Je crois que c'est l'année prochaine que nous reviendrons sur cette question. Nous devons garder l'analyse de la situation, sachant que celle-ci évolue très rapidement. Et je suis persuadé que l'Allemagne répondra présent au rendez-vous à chaque fois.

M. GORDON BROWN - Hier soir, j'ai également parlé avec la Chancelière MERKEL et nous avons parlé de l'injection de liquidités dans les banques, des efforts de recapitalisation que nous faisons l'un et l'autre, des mesures de stimulation à l'économie en Allemagne, l'investissement dans les industries numériques et comment nous voulons voir ceci prendre tournure à l'avenir. Donc, vous verrez que nous sommes en plein accord sur cette question.

QUESTION - Pouvez-vous nous dire pourquoi la Chancelière allemande n'est pas ici ? D'après ses équipes, c'est parce qu'elle n'a pas été invitée par les Anglais. Le Président BARROSO a fait référence à des mesures à venir. Est-ce que les mesures iront au-delà des stimulations fiscales dont on a parlé ? Est-ce que c'est un point sur lequel l'Allemagne risque d'achopper ? Puisque cela pourrait engendrer une autre crise.

M. GORDON BROWN - Ecoutez, il s'agit d'une réunion que nous avons eu avec le secteur des

M. GORDON BROWN - Écoutez, il s'agit d'une réunion que nous avons eu avec le secteur des entreprises, avec leurs dirigeants et j'ai invité le Président de l'Union européenne en cours, le Président SARKOZY, le Président de la Commission européenne et ils ont eu l'occasion d'échanger avec ces dirigeants. Et voilà comment cette réunion a pris naissance. Vous savez que je rencontre la Chancelière allemande très régulièrement et qu'elle viendra en Angleterre très prochainement. Pour ce qui est de l'avenir, nous sommes d'accord pour nous préparer à la reprise comme étant une bonne façon de sortir de la crise. Nous regardons ce qui se passe dans le monde de la production d'énergie. Nous regardons ce qui se passe dans le monde des services hautement qualifiés. Nous devons également envisager ce que nous pouvons faire de mieux. Et je suis persuadé que c'est ce que font les différents pays.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Un petit éclaircissement. Je crois que c'était le 25 octobre. Cela n'a rien à voir avec le Conseil européen et je crois que c'était pour le 17 novembre pour une réunion où le Président en exercice de l'Union européenne et moi-même pouvions venir écouter et échanger avec des dirigeants d'entreprise, car nous avons le G20 et cette réunion a été repoussée. Il serait donc inconcevable pour nous d'essayer de redresser l'économie européenne sans l'Allemagne. Il faut que cela soit très clair. Nous sommes ici pour promouvoir une réponse européenne commune. Et je suis très fier d'être ici avec le Premier ministre, Gordon BROWN. Mais voilà le format de cette réunion. Il ne faut pas l'oublier et cela a un sens que le Président en exercice de l'Europe et le Président de la Commission soient invités.

QUESTION - Tout à l'heure vous avez lancé un signal contre le protectionnisme. Est-ce que vous visez la nouvelle administration américaine ? Et d'une manière plus générale, quand est-ce que vous pensez que vos plans de relance vont avoir leurs premiers effets ?

M. GORDON BROWN - Je crois que tous les pays de par le monde connaissent les dangers du protectionnisme. Cela aura des effets pervers sur le commerce, sur les échanges commerciaux, sur les effets des négociations de Doha et nous sommes très prêts d'un accord. Ce que j'essaie de faire aujourd'hui, c'est qu'en ayant des discussions, on sache comment répondre à ces demandes et à ces requêtes. Il y aura une réunion ministérielle dans les prochains jours pour permettre d'aplanir les dernières difficultés. J'encourage les gens à réfléchir à tout cela. Il faut éviter que le protectionnisme soit la réponse à cette crise financière. Donc, mon plaidoyer est que cet accord commercial soit signé dans les prochains jours. Il fallait que ce soit fait avant la fin de l'année. Il était important que l'on tienne ce calendrier et je demande aux pays qui ont encore des difficultés avec cette proposition qu'ils essaient de trouver un accord dans les prochains jours. Il y en a encore beaucoup qui dépendent d'un accord de coopération dans les prochains mois pour voir comment restaurer un bon niveau d'activité économique. Et c'est là que le Conseil européen aura une position commune jeudi.

QUESTION - Avez-vous discuté des changements climatiques ? Quelles sont les perspectives pour cette semaine ?

LE PRESIDENT - Bien sûr qu'on a en discuté. D'ailleurs, c'est le rôle du Président de la Commission et du Président du Conseil de beaucoup voyager avant des sommets pour essayer de rassembler toute l'Europe sur une même position. J'étais, samedi à Gdansk, avec neuf chefs d'Etat et du gouvernement européens. Qu'est-ce qu'on a fait ? On y a préparé le prochain Conseil. Bien sûr, quand je rencontre le Premier ministre britannique, je lui rends compte de l'avancement des discussions pour essayer de trouver un consensus jeudi et vendredi. Et j'en ai rendu compte hier à la Chancelière. Et j'appellerai le Premier ministre de Belgique et le Premier ministre espagnol. Je vous dis une chose : l'Europe doit trouver un compromis. L'Europe ne doit pas renoncer à ses ambitions en matière de protection de l'environnement. La crise ne doit pas être un alibi pour sacrifier les équilibres de notre planète et ce n'est certainement pas au moment où un nouveau Président des Etats-Unis fixe aux Etats-Unis, la première puissance du monde, des objectifs ambitieux en matière d'environnement que l'Europe doit renoncer à ses ambitions. Et je crois pouvoir dire que Gordon BROWN et moi, une fois de plus, on est parfaitement d'accord. Nous allons défendre le paquet énergie-climat de la Commission. Je ne vous cache pas que c'est difficile. Alors, c'est vrai qu'il y a des désaccords mais on progresse. On progresse. Il y a encore deux points un peu difficiles : comment on organise la solidarité pour les pays qui font le

plus d'effort et deuxième point : comment on aide les pays qui font le plus d'effort à être au rendez-vous de 2020. Voilà. Je ne peux pas en dire plus mais on travaille beaucoup. On se parle beaucoup. Il y a beaucoup de bilatérales pour qu'il y ait un succès. Celui-ci n'est pas garanti, ce n'est pas facile de mettre 27 pays d'accord sur cet objectif ambitieux. Je peux vous dire que, tous les trois, on travaille dans cet objectif et on fera tout pour arriver à un succès.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Je crois que c'est très important. C'est même historique. Nous avons besoin de cet accord au niveau européen. Comme l'a souligné le Président SARKOZY et nous avons également les Américains très proches de nos positions. Et cela est nouveau aussi. Je me souviens de beaucoup de réunions du G8 où nous essayons d'encourager nos collègues américains. Il y avait également beaucoup de tentatives de convaincre les Japonais. Et ils nous disaient pourquoi on devait procéder de la sorte si les Américains font autrement. Et aujourd'hui le Président élu OBAMA m'a dit au téléphone que sa première priorité sera de travailler sur l'énergie et le changement climatique. Alors, saisissons cette chance. Il ne faut pas la manquer. C'est pourquoi je suis tout à fait en faveur d'un accord, c'est un plaidoyer, d'ailleurs, dans ce sens. Je crois qu'avec un bon esprit de compromis et la prise en compte des différences entre les différents pays, on peut y arriver. C'est très important d'y arriver et c'est très important également de comprendre que les mesures climatiques ne sont pas incompatibles avec l'économie. Cela peut être, au contraire, un moteur qui encourage la croissance économique. Beaucoup de ces mesures visent à améliorer l'efficacité environnementale. Il y a également d'autres domaines tels que les infrastructures où il y a un effet combiné. C'est positif pour notre économie. Cela peut créer des emplois et c'est également important pour la sécurité. On ne doit pas oublier Copenhague. Les négociations de Copenhague doivent être une réussite. Nous devons tomber d'accord sur une position commune.

M. GORDON BROWN - J'applaudis les travaux réalisés par le Président SARKOZY et le Président BAROSSO sur cette question énorme et fondamentale. Et je suis persuadé que nous pourrons continuer à travailler main dans la main avec l'Amérique sur cette question. Ce sera une nouvelle voie. Je crois que le Président SARKOZY doit retourner en France. Donc, je vous remercie tous d'avoir participé.

Merci beaucoup.